

MINISTÈRE DE L'ÉQUIPEMENT

Direction des ports maritimes et des voies navigables.

Sous-direction « Exploitation ».

*Voies navigables,
2^e bureau.*

239-0

Non parue J. O.

880 (75/70)

CIRCULAIRE N° 75-123 DU 18 AOUT 1975
relative à l'exercice de la navigation de plaisance
et des activités sportives et touristiques sur les eaux intérieures.

Références :

Décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure.

Circulaires abrogées :

Circulaire n° 71-115 du 8 octobre 1971.

Circulaire n° 72-203 du 7 décembre 1972.

Circulaire n° 73-23 du 9 février 1973.

Circulaire du 17 juin 1974.

Le ministre de l'équipement

à

Messieurs les préfets ;

Messieurs les chefs des services de navigation ;

*Messieurs les directeurs départementaux de l'équipement
(sous couvert de Messieurs les préfets) ;*

Messieurs les directeurs de ports autonomes.

Copie pour information à :

*Messieurs les ingénieurs généraux des ponts et chaussées
chargés d'une inspection de navigation.*

Le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure a étendu la compétence du ministre de l'équipement en matière de police de la navigation, à toutes les eaux intérieures domaniales ou non, navigables ou non.

La navigation des bateaux et engins de plaisance est soumise aux prescriptions de ce règlement général et notamment aux dispositions de son chapitre IX ainsi qu'à celles des règlements particuliers pris pour son application.

Compte tenu de l'essor de la navigation de plaisance et des activités sportives sur toutes les eaux intérieures, il est indispensable, pour assurer la sécurité des personnes et des embarcations, de prendre les mesures particulières de police pour réglementer cette navigation et ces activités.

ET 75/70.

880 (75/70)

Des règlements particuliers doivent donc intervenir obligatoirement toutes les fois qu'un lac, un étang, une retenue de barrage, un plan d'eau est fréquenté par des bateaux de plaisance et est le siège d'activités sportives diverses.

Des instructions ont déjà été adressées en ce sens à différentes reprises. Je crois utile de les rappeler de nouveau, de préciser les principes généraux à respecter et d'adresser des directives pour la préparation et l'établissement des règlements particuliers de police plaisance.

Tel est l'objet de la présente circulaire (1).

1. Utilisation prioritaire des plans d'eau et restriction d'utilisation.

Qu'ils soient domaniaux ou non, certains plans d'eau font l'objet d'une utilisation prioritaire, par exemple pour la production d'énergie hydroélectrique, pour la retenue des eaux dans le cas d'un bassin d'écrêtement de crues, pour l'alimentation en eau des agglomérations ou des canaux de navigation, ou pour les nécessités de la navigation commerciale.

L'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives et touristiques est subordonné aux prescriptions imposées par le service prioritaire.

Il est en outre subordonné à certaines restrictions liées à la nature juridique de la voie d'eau :

- les cours d'eau non domaniaux sont la propriété des riverains : le passage des embarcations avec ou sans moteur nécessite l'accord de ces propriétaires ; pour les lacs et étangs non domaniaux il importe également de recueillir l'accord des propriétaires de ces lacs et étangs ;
- les cours d'eau et les lacs rayés de la nomenclature des voies navigables sont maintenus dans le domaine public ; la navigation de plaisance s'exerce librement mais étant donné que l'Etat n'est pas tenu d'entretenir les ouvrages de navigation, la navigation se pratique aux risques et périls des usagers qui doivent s'assurer en permanence de la profondeur de l'eau et de l'absence d'écueils et d'obstacles ;
- sur les sections domaniales et navigables, la navigation de plaisance s'exerce librement, dans les conditions prévues par le règlement général de police et les règlements particuliers.

2. Mesures de concertation préalable.

La circulaire n° 44 du 13 mai 1963 (2), complétée par la circulaire n° 69-83 du 18 juillet 1969 (3) a donné des directives pour les procédures à suivre lors de la préparation des règlements particuliers de police de plaisance.

(1) Provisoirement, cette circulaire ne s'applique pas dans les parties maritimes des fleuves pour lesquelles des études de portée générale sont actuellement entreprises ; tant que des instructions complémentaires n'auront pas été élaborées, les projets de règlements particuliers qu'il serait nécessaire de préparer pour réglementer la plaisance dans ces sections me seront soumis.

(2) Publiée au bulletin officiel n° 63/9, texte n° 316.

(3) Publiée au bulletin officiel n° 69/14.

Ces procédures demeurent valables, mais les modifications suivantes sont apportées pour tenir compte d'une part, des intérêts prioritaires à préserver, d'autre part, des droits des propriétaires riverains.

Les représentants des intérêts prioritaires sont associés dès le premier temps et à tous les stades de l'instruction : c'est notamment le cas de l'ingénieur en chef de la circonscription électrique qui est à consulter dès le début de la procédure dans le cas des retenues de barrages hydroélectriques.

L'accord des propriétaires riverains des cours d'eau non domaniaux et des propriétaires des lacs et étangs privés est à obtenir préalablement à l'ouverture des consultations.

Les représentants des intérêts prioritaires et les propriétaires sont associés à tous les stades de la procédure ; il sont ensuite consultés pour accord sur le projet de règlement particulier.

A défaut d'accord d'un ou de plusieurs propriétaires et s'il s'avère nécessaire de prescrire une réglementation pour le reste du plan d'eau, il convient d'interdire toute navigation au droit des propriétés concernées.

3. Dispositions d'ordre général.

Au titre de la sécurité ou pour la protection des intérêts prioritaires, il importe de respecter certains principes qui sont notamment indiqués ci-après :

- un plan d'eau ou une partie de plan d'eau peut devoir être interdite à toutes activités par exemple : réservoir d'alimentation en eau potable, proximité des barrages dans les retenues hydroélectriques, réserves naturelles, zones de servitudes militaires ;
- les zones où se pratiquent les baignades et les sports calmes (pêche, canotage, pédalo) doivent être séparées de manière évidente de celles où s'exercent les sports particulièrement rapides (navigation à moteur, ski nautique, aviron, canoë kayak) ;
- l'institution d'une bande de rive sur tout ou partie de la périphérie est à prévoir pour l'exercice de la baignade et de la pêche ; dans cette bande, la vitesse des embarcations est limitée ; on peut également y interdire la circulation des embarcations à moteur ou de toute embarcation.

4. Etablissement du schéma directeur d'utilisation du plan d'eau.

Les limites des zones interdites, des zones protégées, des zones réservées et des zones autorisées, doivent figurer dans un plan appelé « schéma directeur d'utilisation du plan d'eau ».

Pour l'établissement de ce schéma directeur, il convient de suivre les directives suivantes :

- le projet de schéma directeur est établi par le chef du service de la navigation ou le directeur départemental de l'équipement ;

- la largeur de la bande de rive est adaptée aux circonstances locales ; il paraît souhaitable de prévoir une largeur unique ;
- à l'intérieur de la bande de rive peuvent être créées :
 - des zones de protection renforcée des baigneurs au cas où la navigation n'y est pas par ailleurs interdite, à l'intérieur desquelles la circulation de tous bâtiments motorisés est interdite et, exceptionnellement, des zones dans lesquelles la circulation de tous bâtiments est interdite ;
 - des chenaux réservés au départ et à l'arrivée des bateaux de motonautisme et du ski nautique, éventuellement des voiliers ;
 - des zones réservées au stationnement des bâtiments ;
- la largeur des chenaux destinés au départ et à l'arrivée des skieurs est limitée autant que le permet la sécurité de leurs évolutions et leur tracé est, sauf cas exceptionnel, perpendiculaire à la rive ;
- ces chenaux sont établis sur demande des municipalités ou de clubs nautiques régulièrement constitués ou d'écoles de ski nautique contrôlées par la fédération française de ski nautique et les services de la jeunesse et des sports ;
- les zones interdites en raison de l'utilisation prioritaire sont déterminées par l'autorité responsable (circonscription électrique, autorités militaires, etc.) ;
- le projet de schéma directeur ainsi établi fait l'objet de la procédure de consultation rappelée ci-dessus.

5. Signalisation du plan d'eau.

La signalisation du plan d'eau est portée sur le schéma directeur. Elle est étudiée lors de l'établissement de ce schéma et du projet de règlement particulier.

Ce règlement particulier précise les caractères des signaux et, en ce qui concerne les bouées, leur espacement et leur diamètre. Une circulaire en préparation donnera toutes précisions en ce domaine. Avant sa parution, il est indispensable de demander l'étude de la signalisation au directeur du service des phares et balises. Après la parution de la circulaire en préparation, il vous appartiendra de faire cette étude et de la soumettre à l'avis du directeur du service des phares et balises avant envoi — objet du paragraphe 7 ci-dessous — du dossier de proposition d'intervention du règlement particulier à moi-même ou au préfet, suivant le cas.

J'insiste sur la nécessité d'assurer les opérations de balisage indispensables et de subordonner l'exercice des activités nécessitant le balisage à la mise en place effective des bouées et panneaux de signalisation.

Un balisage qui n'aurait pas été approuvé par le service des phares et balises ne saurait être accepté.

L'établissement et l'entretien du balisage incombent à la collectivité, l'organisme ou la société sportive concernés qui ont présenté la demande correspondante.

6. Règlement particulier de police.

6.1. Le règlement particulier reprend l'ensemble des dispositions figurant au schéma directeur d'utilisation du plan d'eau et précise les règles qui en découlent concernant les interdictions, les limitations de vitesse, la répartition des différentes activités.

Il contient obligatoirement les dispositions suivantes :

- limitation de la vitesse de circulation de tous bâtiments à 5 km/h dans la bande de rive ;
- interdiction de navigation de tous bâtiments dans les zones de protection renforcée des baignades et dans les zones interdites ;
- interdiction à tout bâtiment autre que le bâtiment tracteur de ski nautique et aux baigneurs de traverser et de stationner dans les chenaux réservés au ski nautique.

Le règlement particulier peut contenir toutes autres dispositions de police rendues nécessaires en fonction de l'utilisation du plan d'eau et des circonstances locales.

6.2. Un modèle de règlement particulier de police accompagné de commentaires pour faciliter sa rédaction est joint à la présente circulaire.

La rédaction de l'arrêté type prévoit deux cas :

- lorsqu'il existe déjà un règlement particulier de police, par exemple pour une voie navigable ; la réglementation concerne un bassin situé sur cette voie et où se trouvent concentrées les activités de plaisance ;
- lorsqu'il n'existe pas de règlement particulier ; le texte à établir réglemente alors l'ensemble des activités s'exerçant sur le plan d'eau.

J'appelle votre attention sur l'intérêt de respecter dans toute la mesure du possible l'ordre et la numérotation des articles du règlement type, la mention « sans objet » étant à introduire le cas échéant.

7. Intervention des règlements particuliers.

Les règlements particuliers de police concernant un plan d'eau s'étendant sur deux ou plusieurs départements font l'objet d'un arrêté ministériel.

L'instruction du dossier est menée conjointement par les directeurs départementaux de l'équipement ou les chefs des services de navigation concernés qui me soumettent ensuite, sous le timbre de la présente circulaire, le projet de règlement accompagné du dossier des consultations. Ils envoient copie de ce projet aux préfets intéressés qui peuvent, dans un délai d'un mois, me faire connaître leurs avis ou leurs observations.

Les propositions de règlement particulier intéressant un ou plusieurs plans d'eau situés à l'intérieur d'un seul département sont soumises au préfet avec le dossier.

8. *Publicité et information des plaisanciers.*

Les arrêtés ministériels sont publiés au *Journal officiel* de la République française.

Les arrêtés préfectoraux sont insérés dans le recueil des actes administratifs du département.

Tous ces textes doivent de plus être affichés avec les plans annexes dans les communes riveraines du plan d'eau et à tous les endroits appropriés (près des lieux de baignade, des embarcadères, dans les installations des clubs sportifs).

Une diffusion dans la presse locale des règlements particuliers est en outre à envisager, celle-ci étant renouvelée chaque année au début de la saison touristique.

En outre, tous éléments d'information doivent être fournis aux plaisanciers par la distribution de cartes et de brochures. Des directives, en ce domaine, ont été données aux chefs des services de navigation et aux directeurs départementaux de l'équipement par la circulaire n° 74-03 du 17 janvier 1974 (1).

Enfin, je demande à MM. les préfets de bien vouloir m'adresser, en triple exemplaire, copie des arrêtés préfectoraux pris pour réglementer la navigation de plaisance et les sports nautiques sur les plans d'eau de leur département.

Le ministre de l'équipement,
ROBERT GALLEY.

(1) Publiée au B.T.O. sous le n° 104 (74-9).

PROJET D'ARRETE TYPE

a) ARRETE

réglementant l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives et touristiques sur le plan d'eau de sur la rivière de dans le (ou les) département(s) de

ou

b) ARRETE

portant règlement particulier de police de la navigation sur le plan d'eau de sur la rivière de dans le (ou les) département(s) de

Le préfet (ou le ministre),

Vu le décret n° 73-912 du 21 septembre 1973 portant règlement général de police de la navigation intérieure;

Vu le règlement particulier de police en date de (notamment l'article 21);

Vu la circulaire ministérielle n° du relative à l'exercice de la navigation de plaisance et des activités sportives et touristiques sur les eaux intérieures;

Vu l'avis du directeur du service des phares et balises;

Vu

Vu l'avis de la^e circonscription électrique;

Vu

Vu le rapport du chef du service de la navigation (ou du D.D.E.) et le procès-verbal de consultations annexé,

ou

Vu l'avis du préfet de et sur proposition du directeur des ports maritimes et des voies navigables,

Arrête :

Article 1^{er}.*Champ d'application.*

Sur le(s) plan(s) d'eau de dans le(s) département(s) de

A. — Sous réserve des dispositions du R. G. P. et du R. P. P. concernant les bateaux et engins de plaisance, la navigation de plaisance en transit s'exerce dans les mêmes conditions que la navigation commerciale. L'exercice de la navigation des bateaux et engins de plaisance, qui n'est pas de transit, et des activités sportives et touristiques est en outre soumis aux dispositions du présent arrêté.

B. — L'exercice de la navigation est régi par le R.G.P. et le présent arrêté.

Titre à adopter lorsqu'il existe déjà un règlement particulier de police, par exemple sur une voie navigable. Modifier la rédaction s'il s'agit de plusieurs plans d'eau ou de plusieurs rivières.

Préciser le régime juridique de la rivière.

Titre à adopter dans les autres cas.

Préciser le régime juridique du plan d'eau.

Voir article 1^{er} du décret du 21 septembre 1973.

Dans le cas *a* seulement.

A ne pas viser dans le cas d'un arrêté ministériel.

Viser éventuellement le texte de l'acte de concession dans le cas de concession hydro-électrique.

Dans ce cas viser également l'avis du chef du service de la circonscription électrique compétent.

Viser les textes particuliers pouvant s'appliquer au plan d'eau (servitudes de pompage, servitudes militaires, etc.).

Cas d'un arrêté ministériel.

Si le plan d'eau ouvre sur une autre voie d'eau définir avec précision la limite amont entre le plan et la voie.

A. — Cas des voies ayant un règlement particulier.

B. — Cas des autres voies.

Article 2.

Dispositions d'ordre général.

L'exercice de la navigation de plaisance et de toute activité sportive ou touristique est subordonné à l'utilisation prioritaire du plan d'eau par

Sont interdites les activités ci-après sur toute la surface du plan d'eau :

.....

.....

Sauf dans les zones désignées à l'article 3 ci-après, la vitesse est limitée à km/h du au et à km/h du au

Le stationnement de tout bateau habitable doit faire l'objet d'une autorisation délivrée par le chef du service de la navigation.

Article 3.

Schéma directeur d'utilisation.

Les conditions d'utilisation du plan d'eau sont réglées selon les dispositions prévues par le schéma directeur joint en annexe.

Ce schéma comporte les dispositions suivantes :

- 1° Zones interdites à toute navigation
- 2° Il est institué le long des rives, une zone continue dite bande de rive

Dans cette bande de rive, la vitesse de circulation de tous les bâtiments est limitée à 5 km/h.

Toutefois dans cette bande de rive sont créés :

- un chenal réservé à
- une zone de stationnement

Les baigneurs ne doivent pas emprunter ces chenaux réservés ni stationner dans les zones de stationnement.

Le stationnement des bâtiments est interdit dans la bande de rive sauf

- 3° La zone définie à est réservée à ou autorisée à

- 4° La zone définie à est interdite à Dans la zone la vitesse est limitée à

A insérer éventuellement dans le cas de plans d'eau faisant l'objet d'une exploitation hydro-électrique ou d'une alimentation en eau, ou dans le cas d'un bassin d'écêtement des crues, ou d'un réservoir d'alimentation.

Distinguer entre la voile, le canotage, le motonautisme, le ski nautique, les plongées subaquatiques, etc.

Alinéa inutile dans le cas prévu en a.

Ajouter éventuellement les limitations dans le temps en fonction de circonstances particulières, frai de poissons par exemple.

(A mettre le cas échéant.)

L'annexe peut comporter une simple liste des plans d'eau dans le cas des fleuves et rivières. Dans le cas d'un lac, elle comporte obligatoirement un plan.

A supprimer le cas échéant.

Préciser la largeur de la bande de rive.

L'institution d'une bande de rive est souhaitable lorsque la largeur le permet.

Préciser si la bande de rive est continue ou si elle ne s'applique qu'à une partie de la périphérie.

Préciser sa largeur.

Modifier la rédaction s'il y a lieu d'interdire toute navigation ou seulement la navigation à moteur.

Préciser la localisation et l'activité autorisée dans le chenal (motonautisme, ski nautique).

Préciser la localisation.

Rappeler la zone de stationnement.

Prévoir autant d'alinéas que de catégories de zones.

Préciser comment sont définies les limites de la zone (coordonnées géographiques, P.K., plan, etc.). Préciser si la réservation est permanente ou temporaire.

Même commentaire que le 3° ci-dessus.

Préciser la limitation de vitesse lorsqu'elle déroge à la règle générale applicable au plan d'eau.

5° Autres zones pouvant être réglementées (zones de recherche archéologique, ancrages interdits, hauteurs de mât limitées, réserves naturelles, etc.).

6° Les interdictions et restrictions ci-dessus ne s'appliquent pas aux bateaux chargés d'assurer les secours, la police de la navigation, la police des eaux, la surveillance de la pêche.

Article 4.

Signalisation du plan d'eau.

La signalisation du plan d'eau comporte

La mise en place et l'entretien de la signalisation sont assurés par

Article 5.

Limitation dans le temps.

.....
.....
.....

Article 6.

Règles de route.

1° Pour l'application de l'article 6.03 § 6 du R.G.P., le plan d'eau est (ou n'est pas) considéré comme un grand plan d'eau.

2° Les bâtiments motorisés tractant un skieur ont (ou n'ont pas) priorité sur les autres bâtiments motorisés.

3° Toutefois dans la zone les voiliers ne doivent pas gêner le passage des

4° Aucun bâtiment ne doit gêner le passage des sur la partie du plan d'eau ou dans les chenaux d'accès.

5° Autres règles.

Article 7.

Règles particulières au ski nautique.

La pratique du ski nautique n'est autorisée que par temps clair, entre le lever et le coucher du soleil.

A compléter éventuellement par les bateaux chargés d'assurer le contrôle des ouvrages (barrages), etc.

Prévoir autant de sous-alinéas qu'il y a à assurer de signalisations et en particulier de signalisations des limites visées à l'article 3.

Préciser les caractères des signaux et en ce qui concerne les bouées, leur espacement et leur diamètre. Se référer à la circulaire sur la signalisation (cette circulaire est en préparation à la date de la rédaction du présent arrêté type. Avant sa parution, il est nécessaire de s'adresser au directeur du service des phares et balises pour la rédaction de cet article). Dans le cas de voies navigables, ne pas imposer de mouiller des bouées susceptibles de gêner la navigation commerciale.

Préciser cas par cas la collectivité ou l'organisme chargé de telle ou telle partie de la signalisation.

Prescrire dans cet article les répartitions des activités dans le temps lorsqu'elles ne sont pas précisées à l'article 3.

Mettre mention adéquate en considérant la dimension du lac ou du plan d'eau (à préciser cas par cas).

Mettre mention adéquate — rayer la mention inutile.

Le règlement pour prévenir les abordages en mer donne en général priorité aux voiliers sur les bâtiments motorisés. L'alinéa ci-contre est à insérer lorsqu'il y a lieu exceptionnellement de déroger à cette règle en faveur de certaines catégories de bâtiments motorisés à définir.

Bateaux à passagers faisant route par exemple.

S'il y a lieu : par exemple institution d'un sens giratoire pour les évolutions.

Article sans objet s'il y a lieu.

Le conducteur du bâtiment remorqueur doit être accompagné d'une personne âgée de quinze ans au moins, chargée du service de la remorque et de la surveillance du skieur.

Les personnes titulaires du brevet d'Etat de moniteur de ski nautique ne sont pas soumises à cette disposition.

En dehors de la prise de remorque par le skieur, la remorque ne doit pas être trainée à vide.

En dehors des chenaux qui leur sont réservés, il est interdit à tout bâtiment remorquant des skieurs nautiques de passer à moins de mètres des baigneurs et bâtiments et établissements flottants.

Article 8.

Plongées subaquatiques.

L'exercice de la plongée subaquatique ne peut être pratiqué qu'entre le lever et le coucher du soleil, sauf autorisation accordée par arrêté préfectoral.

Les exercices de plongée sont signalés par un bâtiment ou établissement flottant assurant la sécurité des plongeurs et portant la signalisation prescrite par l'article 3.48 du R.G.P.

Les bâtiments et engins flottants autres que ceux assurant la desserte et la sécurité de la plongée doivent s'écarter d'au moins 50 mètres du bâtiment ou de l'établissement flottant portant ce signal.

Les plongées subaquatiques sont interdites, sauf autorisations accordées par le préfet pour des motifs d'intérêt général, sur les trajets des services réguliers de bacs et de bateaux à passagers.

Article 9.

Mesures particulières de sécurité.

Article 10.

Manifestations nautiques.

Les manifestations nautiques font l'objet d'autorisations spéciales données par arrêté préfectoral.

Article 11.

Mesures temporaires.

Des restrictions temporaires à la navigation peuvent être décidées par la D.D.E. ou le chef de service de la navigation et portées à la connaissance des usagers.

En principe 50 mètres.

Compléter s'il y a lieu par des règles relatives à l'implantation et à l'utilisation des tremplins.

Si les plongées sont interdites, prévoir éventuellement des dérogations pour travaux ou réparations.

L'arrêté précise les conditions dans lesquelles est assurée la sécurité sur le plan d'eau en dehors des manifestations nautiques : par exemple obligation à une commune, un club, de disposer à certaines heures d'un bateau de surveillance prêt à intervenir.

L'arrêté précise en particulier les mesures de surveillance, les mesures spéciales de sécurité, les dérogations aux dispositions des articles 2 et 3 et aux règles de route, et le balisage temporaire.

Ces restrictions peuvent concerner notamment des travaux, des abaissements de plan d'eau, etc.

Elles peuvent en particulier être demandées par le service compétent pour l'utilisation prioritaire visée à l'article 1^{er}.

Article 12.

Dispositions diverses.

Article 13.

Affichage.

Le présent règlement et le schéma directeur joint sont affichés

Les prescriptions temporaires font l'objet d'un affichage aux mêmes endroits.

Article 14.

Textes abrogés.

Le présent arrêté abroge

Article 15.

Le secrétaire général de la préfecture, le directeur départemental de l'équipement, les maires de sont chargés chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs.

Le directeur des ports maritimes et des voies navigables au ministère de l'équipement, les préfets de, les chefs des services de navigation ou les directeurs départementaux de l'équipement de sont chargés de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République française.

Eventuellement et si c'est indispensable pour assurer la police, obligation pour les bâtiments fréquentant le plan d'eau de porter des marques distinctives spéciales. Préciser les conditions de numérotation et les caractéristiques des marques extérieures.

Eventuellement insérer une disposition pour limiter le nombre de bateaux fréquentant en même temps le plan d'eau ; si le plan d'eau est domanial prévoir que sur ce nombre un pourcentage (au moins 10 p. 100) est réservé aux bateaux de passage.

A compléter (mairie de, embarcadère, club, etc.).

Cas d'un arrêté préfectoral.

Cas d'un arrêté ministériel.